

nation à mort des écoles bilingues, qu'il serait impossible, avec cette restriction, d'établir de nouvelles écoles où il serait permis d'enseigner du français.

D'ailleurs, M. Christie ne se gêne pas pour dire que les Canadiens-français n'ont aucun droit à l'enseignement d'une autre langue que l'anglais dans leurs écoles, "no right whatever."

* * *

Comme on le voit, la lutte ne se fait pas seulement dans Ottawa. Elle est plus violente et plus acharnée ici, parce que la résistance a plus de ressources, et, aussi, parce que des contribuables catholiques de langue anglaise se sont alliés aux persécuteurs pour écraser la langue française.

Cependant, nous ne devons pas nous laisser décourager par les apparences; les Canadiens-français se rendent compte aujourd'hui de la gravité de la situation et ils sont prêts à supporter avec courage les assauts qu'on leur livre.

Ils ont ouvert les yeux aux manœuvres anglicisatrices et ils sauront résister partout où on les attaquera. La résistance organisée de tout un peuple finit toujours par triompher des lois injustes.

J.-ALBERT FOISY.

NOS ANNONCES

Un curé du diocèse de Mont-Laurier vient d'adresser à l'un de nos annonceurs la lettre suivante: "Je vois par vos annonces dans l'*Action française* que vos produits portent des étiquettes françaises ou bilingues. C'est la raison qui me porte à vous confier une première commande qui sera suivie d'autres, si je suis bien servi."

Dégageons brièvement de cette lettre deux leçons:

1. — Les marchands et les hommes d'affaires qui se servent de la langue française dans leurs relations avec leurs clients: circulaires, annonces, noms des produits, police d'assurance, etc., devraient, au seul point de vue de leurs intérêts, annoncer dans notre revue. Ils trouveront aussitôt des lecteurs disposés à les encourager.

2. — Un plus grand nombre de nos lecteurs pourraient imiter l'exemple de ce curé patriote. Ils veulent servir la langue française. Voici un moyen simple et efficace, propre à la fois à favoriser son emploi dans les relations d'affaires et à aider une revue vouée à son service.